

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1598

Artikel: Socialisme : l'horizon post-capitaliste
Autor: Gavillet, André / Pochon, Charles-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019109>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'horizon post-capitaliste

Malgré les déclarations du nouveau président du PSS, la lutte des classes reste un instrument pertinent de la critique socialiste et, à défaut de dépassement, il faut continuer de combattre les dérives du capitalisme.

Intronisé, le nouveau président du Parti socialiste suisse (PSS) s'exprime sur ses projets et ses convictions. Il le fait avec une grande modestie intellectuelle; la démagogie n'est pas son style, ni le miroir aux alouettes. Mais dans l'entretien accordé au *Temps* (22 mars), deux affirmations surprennent, en rupture avec l'analyse et la critique socialiste classique: la fin de la lutte des classes, qui aurait perdu sa signification dans les années cinquante et soixante, pendant les Trente glorieuses, et l'absence d'alternative concrète au capitalisme. Les Trente glorieuses sont pourtant un exemple d'école d'une exploitation de classe,

celle des ouvriers étrangers, attirés avec le statut provisoire de saisonniers, donc jetables, renvoyables en situation de crise économique, ce qui fut massivement le cas en 1975. Privés de tout regroupement familial, ils payaient des impôts prélevés à la source qui, comme pour les citoyens suisses, tenaient compte des frais scolaires, alors que leurs enfants restés au pays n'en bénéficiaient pas. Certes, pendant cette période, la Suisse, enrichie par l'apport d'une main d'œuvre prête à l'emploi, a pu développer des réalisations sociales et, politiquement, affiner la concordance et la formule dite magique. Mais la lutte des classes, que l'égoïs-

me national rendait moins visible, était toujours en travail. Comme elle est aujourd'hui de nouveau plus apparente, l'apport de l'immigration ayant cessé ses apports bénéfiques. Si le terme est purgé de son interprétation marxiste (lutte, rôle privilégié du prolétariat, dictature du prolétariat), il demeure un instrument indispensable de la critique socialiste.

Et faut-il parler d'alternative concrète au capitalisme, pour constater que nulle ne pointe à l'horizon? Un système économique ne se renverse pas comme on change une majorité politique. Peut-être faudrait-il distinguer d'abord le marché du capitalisme. Le socialisme est attaché à une société ouverte. Au privilège reçu, à la rente de situation, il oppose la preuve par l'acte et le mérite, notion qui dépasse le concept de concurrence, trop marqué par son usage économique et ses dérives; le terme de concours, de mise au concours au sens le plus large, conviendrait mieux. Avec pour corollaire l'exigence forte de solidarité, les dons et les capacités de réussite étant inégalement répartis.

Le capitalisme est une déformation de la société de concours par le pouvoir conféré aux propriétaires des moyens de production (pour reprendre la terminologie clas-

sique): pouvoir de décision, partagé avec les états-majors de direction et aussi droit d'utiliser prioritairement à leur profit la plus-value produite. Cet accaparement du pouvoir, aucun socialiste ne peut l'accepter.

Qu'on relise les écrits de ceux qui à qui on n'a jamais fait la réputation d'être gauchistes: Je a n n e H e r s c h , Pierre Gra-

ber, René Meylan; tous fondent leur socialisme sur le refus du pouvoir capitaliste, quand il privilégie celui de l'argent, de l'actionnariat. Nul doute que telle est la conviction profonde de Hans-Jürg Fehr, son engagement le prouve. Mais comment agir? Il n'y a pas une alternative, mais des ouvertures de fronts multiples: le développement durable s'oppose au profit immédiat; les assurances sociales considérées comme un salaire différé modifient la conception et de l'Etat providence et du salariat; le concept de régulation est en plein développement et rejoint celui de la planification incitative. Le pouvoir syndical limite le libre marché du travail. La liste n'est pas exhaustive. Mais c'est la convergence et la coordination de ces fronts qui remodeleront la société capitaliste. Le nouveau programme du PSS, que souhaite lancer Hans-Jürg Fehr, sera l'occasion d'une clarification.

ag

«Or, actuellement, aussi loin que porte mon regard, je ne vois personne articuler une vision post-capitaliste».

Hans-Jürg Fehr, président du PSS

Trois municipaux européens

Des étrangers sont non seulement électeurs mais aussi élus dans des exécutifs et des législatifs communaux. En ce qui concerne les exécutifs, appelons les élus des municipaux. Il y en a eu trois jusqu'ici à notre connaissance. Le plus récent est un Portugais thioleyru, c'est-à-dire élu dans la commune des Thioleyres, dans le district vaudois d'Oron. Il a été précédé en 2002 par un ressortissant néerlandais élu dans la localité de Wald (Appenzell-Rhodes extérieures). Récemment naturalisé, il est devenu suisse. C'est depuis 1996 que les communes de ce demi-canton peuvent accorder droit de vote et d'éligibilité aux étrangers. Wald a été la première à prendre une telle décision en décembre 1999, donc encore au XX^e siècle. Speicher a suivi mais n'a pas encore d'élus. Trogen se prononcera prochainement à la suite d'une initiative socialiste. Le cas le plus intéressant est plus ancien. Alain Pichard le rappelait récemment dans *24 heures*. En 1992 un ressortissant italien bien intégré dans le village jurassien d'Undervillier est élu. Personne ne soupçonnait l'absence de passeport rouge ou le fait que le droit de vote des étrangers dans le Jura ne comportait pas le droit d'être élu. L'erreur découverte et le nouveau magistrat refusant la naturalisation offerte, il a continué à faire partie de la municipalité mais seulement avec voix consultative, donc sans droit de vote.

cfp